ASSOCIATION DES MAIRES
POUR LA DÉFENSE DU RER B

collectif
vivre et venir
travailler
à Roissy

comité
d'usagers
du RER B

Transports en commun : URGENCE, RER B : un besoin vital

Depuis plusieurs années, l'association des Maires pour la défense du RER B a engagé des actions pour le RER B. En 2002, les maires des communes de la ligne B du RER organisaient des assises, véritable lieu de mobilisation. Au delà des frontières administratives et partisanes, ces assises ont permis d'obtenir le schéma directeur du RER B, dit RER B+, pour cette ligne emblèmatique reliant les trois aéroports de la capitale. Pour autant, malgré l'adoption de ce schéma, la situation se dégrade au fur et à mesure : le matériel vétuste, le manque d'investissement rendent la vie des usagers impossible.

Usagers, syndicalistes, associatifs, élus, tous sont mobilisés pour qu'une intervention rapide et concrète se fasse jour et assure à chacun des conditions de transport fiables et dignes.

De nombreuses pétitions circulent, nombreux sont les élus qui, à chaque niveau de responsabilité, interviennent en ce sens.

C'est pourquoi, ensemble, nous exigeons un plan d'urgence pour les transports en commun.

Aujourd'hui, nous savons que tous les réseaux sont saturés. Le président de RFF l'affirmait «l'Etat n'a pas su anticiper l'explosion de la demande pour le transport public qui se retrouve avec un réseau mal dimensionné et sous-équipé». C'est globalement qu'il faut réfléchir le maillage des transports, qu'ils soient ferrés ou routiers, pour permettre à tous de se déplacer en toute sécurité.

Cette situation ne peut plus durer. Alors que l'on parle aujourd'hui des alentours de Roissy Charles de Gaulle comme d'un pôle majeur du développement économique et social, comment peut-on accepter, dans le même temps, que vivre et se déplacer par la ligne B du RER soit une discrimination à l'embauche ?

Il est clair que les riverains et usagers n'ont que les désagréments des nuisances des nombreuses infrastructures qui les entourent sans en avoir aucun retour.

De qui se moque-t-on ? Quand des millions ne sont trouvés que pour les banques, les actionnaires, l'industrie de l'automobile et même pour des projets de transport exubérants comme le projet CDG Express et que, d'un autre côté, il n'y a pas un centime pour les transports en commun et notamment le RER B.

L'Etat et le STIF doivent agir de toute urgence pour élaborer un Plan d'urgence pour les transports en commun :

Le programme RER B Nord plus ne suffira pas pour améliorer les conditions de transport, il faudrait pour cela combler un retard de 20 ans d'investissement.

Dès maintenant, ensemble, mobilisons nous pour les transports en commun.

Au quotidien, les usagers vivent

- Des retards à répétition
- Des annulations croissantes
- Des Trains surchargés
- Un coût trop élevé des transports

Soit 1 million de personnes mal transportées par jour

80% des retards...

... et annulations sont dus au matériel, à l'équipement, aux problèmes rencontrés par les voyageurs.

Nous payons aujourd'hui 20 ans d'absence d'investissement sur le matériel et les infrastructures.

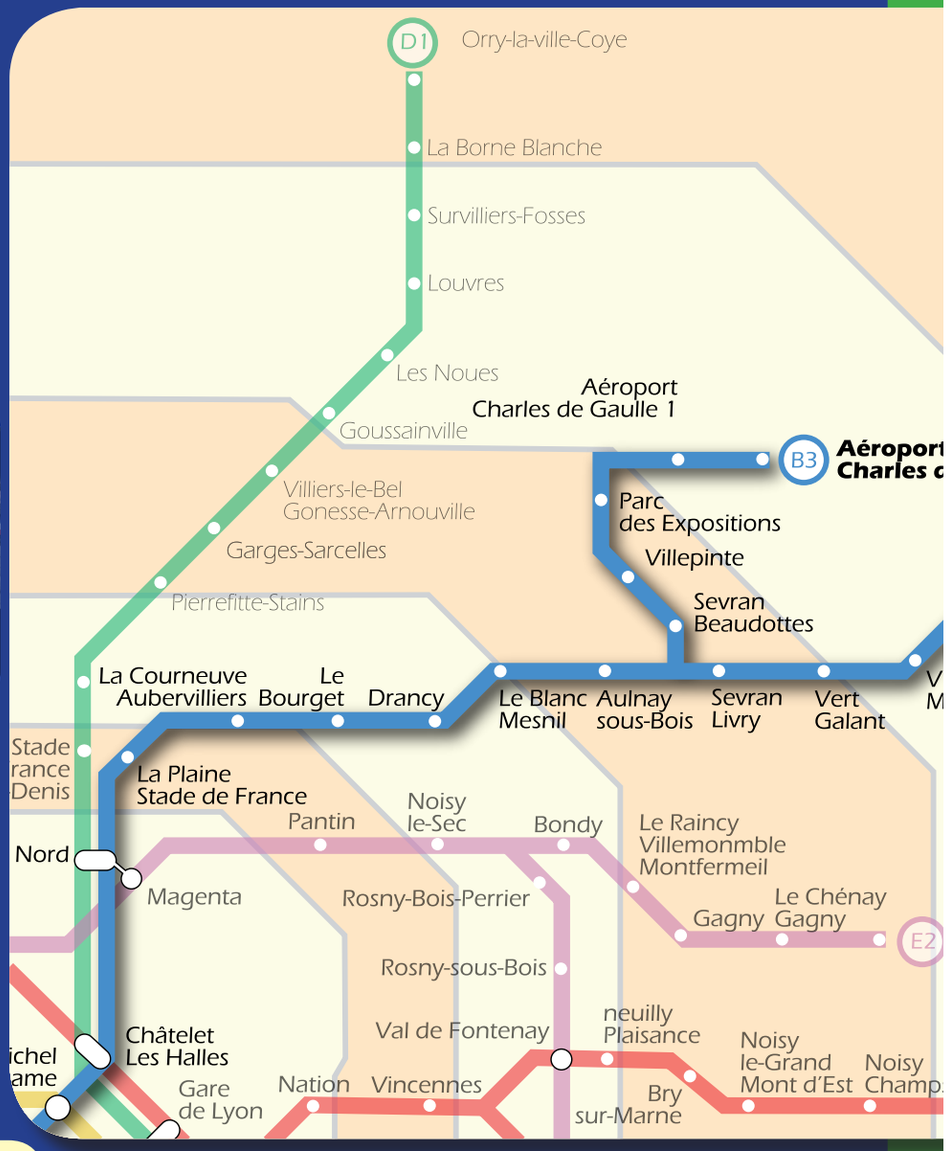
Les restrictions budgétaires...

... des entreprises SNCF et RATP ont conduit aux déshumanisations des gares.
-manque de personnel roulant, de personnel de maintenance, de personnel d'accueil.

L'état ...

... en transférant la compétence du transport à la Région via le STIF, n'a pas fait suivre les crédits nécessaires au retard d'équipements.

Le coût du transport reste trop élevé et Monsieur Huchon a clairement fait savoir qu'il abandonnait le projet de zone unique de carte orange.



Nous sommes conscients que les choses ne pourront se régler pleinement en peu de temps. Nous subissons toujours ce déséquilibre entre l'est et l'ouest parisien. Pour autant, des solutions existent pour décongestionner les trafics et la fluidité du RER.
Le maillage du réseau en étoile autour de Paris à fait son temps, les trajets banlieue/banlieue deviennent majoritaires, ils représentent 70% de l'ensemble des déplacements franciliens.

Le programme RER B Nord plus est insuffisant et n'améliorera pas le trafic

La réfection des rames se borne à mettre en place la climatisation et à enlever des sièges.
Le passage en omnibus pour tous les trains entraînera un temps de trajet plus long et beaucoup de probabilité de retards en chaîne.
La mise en conformité d'accessibilité relève d'une loi pour l'accès de tous aux lieux publics, dès lors ce n'est pas spécifique au RER mais à toutes infrastructures

Des propositions concrètes pour un meilleur service public des transports.

1

le doublement du tunnel gare du Nord / Châtelet :

C'est une évidence : cela permettrait une amélioration considérable de la circulation des lignes B et D du RER. Beaucoup voudraient nous faire croire le contraire prétextant que c'est la relève des conducteurs qui posait problème : pour autant, nous savons que cette relève est en passe d'être supprimée* et qu'elle n'amène aucune amélioration du trafic.

Aujourd'hui, un tunnel est prévu pour faire passer CDG Express. Pourquoi ne serait il pas possible d'en concevoir un pour le RER ? Effectivement, cela reste un choix à faire.

* aujourd'hui suppression de la relève sur 35% du trafic et 100% d'ici le mois de juillet

2

Rénovation des infrastructures.

Il faut exiger qu'au même titre que la ligne A, la ligne B soit équipée aux heures de pointes de rames à deux étages.

Toutes les gares doivent être accessibles aux personnes à mobilité réduite.

Cette rénovation doit être également suivie d'un effort conséquent en terme de maintenance. Les infrastructures et leur entretien doivent être au même niveau partout : c'est l'égalité devant le service public qui est en jeu.

3

Utilisation de toutes les voies

Les quatre voies du RER B devraient être dédiées au RER. En les limitant demain à deux voies seulement, les risques de perturbations seront plus nombreux et aucune solution de secours ne pourra être apportée.

4

Une nécessaire intervention de l'Etat pour le service public des transports

Aujourd'hui, c'est le STIF qui dirige les transports en Ile-de-France. Pour autant, ce transfert de compétence n'a pas été compensé financièrement à la hauteur des enjeux.

L'état ne peut pas se dédouaner de toute responsabilité en matière de transport. Il faut que des moyens conséquents soient mis en place. Lorsque l'on parle du grand Paris et que l'on travaille à l'aménagement global de la région parisienne, lorsqu'est mis en place un Grenelle de l'environnement, lorsque l'on est capable de débloquer des millions pour la bourse, on peut aisément s'engager pour un plan d'urgence des transports en commun.

5

Favoriser les interconnexions

- barreau de Gonesse ;
- tangentielles Noisiel ;
- le projet Lutèce ;
- travailler à un périphérique ferroviaire grande couronne ;
- prolonger la ligne 7 du métro jusqu'au musée de l'air du Bourget ;
- amener le RER B jusqu'à Dammartin en Goële.

Tous ces projets doivent être mis en œuvre parce qu'ils participent à la décongestion des gares en évitant l'obligation de passer par Paris pour aller d'une ville à une autre.

Ils permettent également un maillage plus cohérent de la région parisienne.

Il faut donc exiger que ce projet soit mis en œuvre rapidement et qu'aucun ne soit éliminé.

6

le tracé CDG Express doit revenir aux usagers

Ce projet public / privé empruntera les lignes du RER, il ne s'arrêtera dans aucune gare et le prix d'un aller sera de 20 euros...

Si le projet CDG Express voyait le jour, au regard de la situation quotidienne vécue par les usagers, il semble évident que ce tracé soit accessible aux usagers du RER B.

Ainsi, en s'arrêtant dans les gares de la ligne B, il permettrait de conserver des directs et semi directs. Comme son arrivée est prévue gare de l'est, cela permettrait de désengorger la garevdu Nord.

Avec sa connection EOLE, il permettrait également de désengorger la ligne A.

Dans tous les cas, il est impensable que le CDG Express puisse être réalisé comme il avait été pensé au début, ce serait un mépris à l'égard de chaque usager.

Nous demandons à ce que les usagers quotidien puisse y avoir accès avec la carte orange.

7

Une carte orange à tarif unique

Les usagers des communes les plus éloignées de Paris continuent à payer le prix fort pour des transports de qualité épouvantable.
Nous demandons donc que la carte orange soit à tarif unique, sur tout le réseau Francilien, pour en finir avec cette inégalité supplémentaire.

Ces arguments constructifs, nous les portons au service des usagers des transports dans un soucis d'égalité. Ce service doit être le même pour tous.

L'association des Maires du RER B, CGT SNCF, CGT RATP, le comité d'usagers, le collectif « Vivre et venir travailler à Roissy », le MNLE, vont co signer une lettre de revendication au Président du Stif, au ministre des transports pour leur demander de les recevoir et d'apporter des réponses concrètes à leurs interrogations.

RER B ASSOCIATION DES MAIRES POUR LA DÉFENSE DU RER B

collectif vivre et venir travailler à Roissy

comité d'usagers du RER B

MNLE Naturellement

cgt

cgt

Si vous êtes intéressés à rejoindre cette coordination de défense des conditions de transports de la ligne B, contactez-nous :

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse: .....

.....

Mail : ..... tél : .....

Commentaires : .....

.....

http://association.maires.rerb.over-blog.com

Pour nous joindre :

Association des Maires de la ligne B du RER
SEAPFA
2, rue F. Joliot-Curie
93270 Sevran
maires.rerb@gmail.com

Papier recyclé et imprimé avec des encres végétales